

SECRETARIAT GENERAL

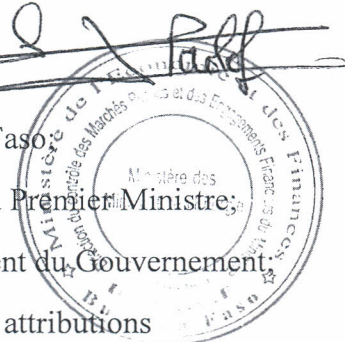
DIRECTION GENERALE  
DU CADASTRE MINIER

Arrêté N° 17 / 059 /MMC/SG/DGCM  
portant premier renouvellement du permis d'exploitation  
artisanale semi-mécanisée dénommé « OPOR », situé  
dans le Département de Legmoïn, Province du Noumbiel  
à la société SALMA International SARL

Visa CF n°175

LE MINISTRE DES MINES ET DES CARRIERES

17 MAI 2017

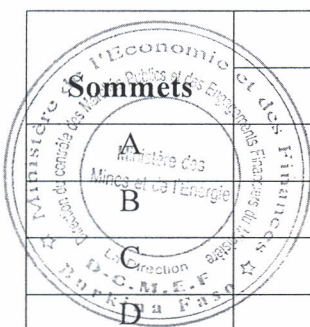


- VU la Constitution ;
- VU la loi 036-2015/CNT, du 26 juin 2015 portant code minier du Burkina Faso ;
- VU le décret n° 2016-001/PRES du 06 janvier 2016, portant nomination du Premier Ministre ;
- VU le décret n°2017-075/PRES/PM du 20 février 2017, portant remaniement du Gouvernement ;
- VU le décret n°2017-0148/PRES/PM/SGG-CM du 23 janvier 2017, portant attributions des membres du Gouvernement ;
- VU le décret n° 2016 – 027/PRES/PM /SGG – CM du 23 février 2016, portant organisation type des départements ministériels ;
- VU le décret n° 2017-221/ PRES/ PM/MMC du 24 avril 2017, portant organisation du Ministère des Mines et des Carrières ;
- VU le décret n° 2017 – 0036/PRES/PM/MEMC/MATDSI/MINEFID/MEEVCC/MCIA du 26 janvier 2017, portant gestion des titres miniers et autorisations ;
- VU le décret n° 2017–023/PRES/PM/MEMC/MINEFID du 23 janvier 2017, portant fixation des taxes et redevances minières ;
- VU l'arrêté n°2015-247/MME/SG/DGCM du 19 août 2015 portant organisation attributions, et fonctionnement de la Direction Générale du Cadastre Minier ;
- VU l'arrêté n°2002-056/MCE/SG/DGMGC/ du 23 juillet 2002 portant définition des formes des rapports d'activités des titulaires des titres miniers et des autorisations ;
- VU l'arrêté n°2002-057/MCE/SG/DGMGC/ du 23 juillet 2002 portant définition des types de repère des sommets des périmètres des titres miniers et des autorisations ;
- VU l'arrêté n°2002-058/MCE/SG/DGMGC/ du 28 juillet 2002 portant dispositions applicables à la publicité relative à la libération de terrains objets de titres miniers et d'autorisations ;
- VU la lettre n°017-0052/MMC/SG/DGCM du 03/04/2017 portant invite à payer des droits fixés à cinq millions (5 000 000) francs CFA ;
- VU l'arrêté N°2012-085/MCE/SG/DGMGC du 23 avril 2012 portant octroi d'un permis d'exploitation artisanal semi-mécanisée dénommée « OPOR »
- VU la quittance n°0312786 du 10/04/2017 de paiement effectif des droits fixes de renouvellement ;
- VU la demande de la société SALMA International SARL en date du 06/02/2017.

## A R R E T E

**ARTICLE 1 :** Il est renouvelé à la société **SALMA International SARL** ayant fait élection de domicile à **01 BP 1592 Ouaga 01 Tél: 25 41 91 91**, Burkina Faso, un permis d'exploitation artisanale semi-mécanisée d'or du site de « **OPOR** », situé dans le Département de **Legmoï** Province du **du Nounbiel** dans les limites définies à l'article 2 du présent arrêté.

**ARTICLE 2 :** Le périmètre du permis octroyé pour le renouvellement de l'exploitation artisanale semi-mécanisée d'or du site de « **OPOR** » est délimité par des bornes dont les coordonnées UTM (XY) du réseau géodésique officiel du Burkina Faso sont les suivantes :

	Coordonnées en UTM (XY)	
	X (m)	Y (m)
A	512 441	1 127 365
B	513 441	1 127 365
C	513 441	1 126 365
D	512 441	1 126 365
Ellipsoïd : Clarke 1880 ,Datum : Adindan, Zone 30 N		

**ARTICLE 3 :** La superficie accordée pour le permis d'exploitation artisanale semi-mécanisée d'or du site de « **OPOR** » est de **100 hectares (1 Km²)**.

**ARTICLE 4 :** Le traitement du minerai et résidus dont l'objectif est la récupération de l'or peut se faire par tout procédé de traitement dans le respect de la réglementation minière et environnementale.

**ARTICLE 5 :** Au cas où le traitement serait chimique, la société **SALMA International SARL** s'engage à dépolluer les rejets avant leur remise en nature.

**ARTICLE 6 :** Le permis d'exploitation artisanale semi-mécanisée confère à son titulaire le droit, sous réserve de la réglementation en vigueur :

- de transporter les substances minières jusqu'au lieu de stockage et de traitement ;
- d'établir des installations de traitement ;
- de disposer de ces produits sur les marchés intérieurs et de les exporter conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur

**ARTICLE 7 :** La société **SALMA International SARL**, bénéficie dans le cadre de ses activités d'exploitation artisanale semi-mécanisée des avantages douaniers et fiscaux tels que prévus par le code minier et les textes réglementaires en la matière.



Elle est redevable de tous droits et taxes conformément à la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 8 :** La durée de validité du présent permis est de **cinq (05) ans**, pour compter de la date de signature. Elle peut être renouvelée par périodes successives de **trois (03) ans** conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

**ARTICLE 9 :** La Société SALMA International SARL est tenue d'adresser à la Direction Générale du Cadastre Minier:

- un rapport d'activités au terme de chaque trimestre calendaire ;
- un rapport d'activités au terme de l'année civile.

**ARTICLE 10 :** Ces différents rapports sont établis conformément aux dispositions réglementaires du code minier.

**ARTICLE 11 :** La société SALMA International SARL a l'obligation de :

- exploiter le gisement objet du présent arrêté dans les règles de l'art et s'engage à réhabiliter les sites avant leur abandon conformément à la réglementation minière et la notice d'impact environnemental ;
- respecter les mesures de sécurité et les engagements pris avec les notables du village, notamment :
  - l'emploi privilégié des jeunes de la localité ;
  - le respect des rites et coutumes de la population ;
  - le dédommagement des propriétaires des champs et autres infrastructures affectés ;
  - l'atténuation et la compensation des impacts sur l'environnement.

**ARTICLE 12 :** Les infractions au code minier et au code de l'environnement ainsi qu'à leurs textes d'application sont passibles de sanctions prévues par les dispositions légales et réglementaires sans préjudice du retrait du permis d'exploitation artisanale semi-mécanisée.

**ARTICLE 13 :** Le présent arrêté sera abrogé sans préjudice des sanctions civiles et pénales dans les cas ci-après :

- non-respect des dispositions du code minier ;
- non-respect des mesures de préservation de l'environnement ;
- non-respect des dispositions fiscales.



**ARTICLE 14 :**

La Directrice Générale du Cadastre Minier est chargée de l'application du présent arrêté qui prend effet pour compter de sa date de signature et sera publié au journal officiel du Faso et partout où besoin sera.



Ouagadougou, le 19 JUIN 2017

**Oumarou IDANI**  
Chevalier de l'Ordre National

**Ampliations :**

- 1- SP/ Cabinet
- 2 - ITS
- 4 - DGMG
- 4 - DGCM
- 2- BUMIGEB
- 1-DGD/MINEFID
- 1-DGI/MINEFID
- 3- Société SALMA International SARL
- 1 - Gouverneur/Région Sud-Ouest
- 1- Haut-Commissariat du Nounbiel
- 1- Préfecture de Legmoin
- 1- Mairie de la commune de Legmoin
- 1 - J.O.
- 1 - Classement.

